

1/définition de la « mémoire »

Les guerres sont encore présentes dans les sociétés et les familles, elles restent profondément marquées par ces événements. La mémoire est l'enjeu d'un débat, on en parle et on se bat. Elle est aussi devenue un **objet de commémoration, occasion d'évoquer des souvenirs**.

L'association des idées de « mémoire » et de « guerre » : le fonctionnement de la mémoire individuel est tel qu'il ne retient que les phénomènes qui nous frappent, elle **ne retient que ce qui sort de l'ordinaire** (exemple d'un tremblement de terre). La guerre fait partie de ces événements marquants parce qu'elle est un événement traumatique. Elle reste « gravée » dans les mémoires.

La « mémoire collective » peut se définir comme ce que l'on partage (souvenirs) avec les autres. L'expression est empruntée à M. HALBWACHS dans *les Cadres sociaux de la mémoire* : c'est **une mémoire partagée, sociale, une représentation du passé que l'on partage avec d'autres**. Elle est donc formatée par le groupe auquel nous appartenons (famille, amis, cercle professionnel, association, quartier...).

Cette représentation du passé est partagée par un grand nombre, et elle date du moment où on la formule. Donc **l'image que nous nous faisons du passé est celle d'aujourd'hui**. Elle n'est donc pas, en réalité, « gravée » dans les mémoires car la mémoire ne la « congèle » pas.

Le travail de reconstruction induit par la mémoire suppose **l'oubli**. Se souvenir et oublier, finalement, c'est la même chose. L'événement retenu est systématiquement tronqué. En même temps qu'on se souvient, on oublie (ex faits marquants d'un match de foot).

Les débats portent donc sur un passé conflictuel reconstruit et on ne reconstruit pas tous de la même manière. Beaucoup ont une reconstruction différente.

2/la mission de l'historien : étudier la façon dont le passé est reconstruit.

Cela implique un travail sur les traces de la reconstruction : témoignages (qui sont eux-mêmes des reconstructions qu'il faut déconstruire pour comprendre de qui et d'où ils viennent), des sources primaires datées, des monuments (carré aux morts, monuments aux morts, monuments commémoratifs, plaques), des émissions de télévision, radio, des supports internet multimedia, des discours d'hommes politiques ou autres...

Il faut aussi être attentif aux **mots qui changent de sens au fil de l'Histoire** (par exemple un jeune de 1870 n'a pas la même appréhension du mot « tranchée » qu'un jeune né après la Première Guerre mondiale – ndlr : voir sur le thème de l'évolution des concepts les écrits de l'historien K. POMIAN-. Il est donc douloureux et compliqué de travailler sur la mémoire. Cela conduit parfois à des erreurs d'interprétation faute d'une prise en compte des paramètres qui ont fluctué. Il **faut appliquer à la mémoire le doute méthodique**.

On a inventé aussi des « **lieux de mémoire** » (Pierre NORA), des **sites particuliers chargés de traces du passé renvoyant à des souvenirs du passé** (ex : le Vercors, à la fois lieu de résistance et au sens premier du terme un massif montagneux).

Le **rôle des groupes** dans la façon dont ces lieux se sont chargés de mémoire a été **déterminant** : les anciens combattants ont joué un rôle primordial en portant la mémoire de la guerre à laquelle ils avaient participé. Ils apportent leur perception, leur représentation de leur guerre. Par exemple pour les anciens combattants de la guerre d'Algérie on a des représentations totalement différentes et elles donnent lieu à des batailles de mémoire. Les témoignages, souvent contradictoires, peuvent également être complémentaires.

Les **historiens sont de plus en plus sollicités par ces groupes** qui portent la mémoire : ils veulent surtout que les historiens confortent leur « vérité », leur représentation de leur guerre.

La relation Histoire / mémoire est donc compliquée.

3/la guerre : événement matriciel dans l'Histoire de la mémoire collective.

Les premiers travaux des historiens sur la mémoire portent sur la guerre parce qu'elle fournit un matériau abondant.

3.1)la Première Guerre mondiale :

La **guerre de 1870** a laissé peu de traces (par exemple à Toulon le monument de la guerre de 1870, en face de la gare et représentant un fusilier marin, date de 1894 mais personne ne le connaît) et souvent les lieux qui lui sont dédiés ne sont plus des lieux de mémoire. Ce sont des **lieux de mémoire morts**.

A.PROST sur la guerre de 1914-1918 est le premier historien à se demander **quelle image les monuments aux morts de la 1^{ère} GM fournissent-ils de la guerre ?** Contrairement à une idée alors largement admise il découvre que cette image est globalement pacifiste. A Toulon toujours on voit devant le lycée Bonaparte une femme éplorée représentant la France et jetant un linceul sur ses enfants morts à la guerre). On est souvent dans un **message de douleur, d'émotion, pacifiste**. L'idée partagée alors est que cette guerre a été la « der des der » et on brandit le slogan du « plus jamais ça ! ». La 2^oGM devient incompréhensible sans ce pacifisme intégral.

La **1^oGM a été la matrice des guerres suivantes** : toutes les associations d'anciens combattants imitent celles de la 1^oGM, notamment pour les anciens combattants d'Algérie. Cette guerre laisse des monuments qui sont ensuite récupérés pour les guerres suivantes, notamment la seconde. Cela met en lumière une certaine continuité entre les deux conflits et implicitement soutient la **thèse selon laquelle la 2^oGM est la conséquence et le prolongement de la 1^oGM** (thèse largement encouragée par les gaullistes). La guerre encourage les cérémonies (dépôts de gerbes, discours d'hommes politiques) et fournit le modèle à suivre pour toutes les commémorations (avec l'exemple du 11 novembre). Jusqu'alors une seule commémoration existait, le 14 juillet, jour de Fête Nationale. Les anciens combattants après la 1^oGM ont obtenu que le 11 novembre devienne une quasi-fête nationale (en 1920).

3.2)la Seconde Guerre mondiale :

Elle utilise ce modèle et rend les choses encore plus compliquées ; on n'a plus uniquement des associations d'anciens combattants, mais aussi des associations de résistants, de victimes, ... Les morts de la résistance et de la déportation demandent peu à peu à être individualisés (à Hyères notamment avec le monument en direction de la Londe construit autour d'une Croix de Lorraine). Cela témoigne d'une **volonté de se distinguer avec des monuments particuliers**.

La question se pose alors de la date à choisir : le 11 novembre ? Le 18 juin ? Le 8 mai (férié uniquement depuis 1981) ? Les déportés veulent toujours mettre en valeur leur sort particulier et obtiennent une journée nationale de la déportation le dernier dimanche d'avril (en 1953). Une cérémonie particulière a lieu pour les célébrer le 16 novembre depuis 1992. Cela a eu deux conséquences : d'une part la mémoire de la guerre a été plus éclatée entre les différents groupes de mémoires que la première. D'autre part ces mémoires ont été conflictuelles : les **batailles de la mémoire** se font encore sentir dans le Var. Les troupes qui ont débarqué en Provence le 15 août 1944 sont essentiellement américaines. Elles ont été totalement occultées et la reconstruction mémorielle fait qu'on ne parle pas d'eux. Or les Européens n'ont débarqué que le 16 août. Cette mémoire du débarquement est captée par une mémoire beaucoup plus large, celle de la Libération. **La mémoire des guerres est donc militaire certes, mais également politique**. Elle est brouillée, diverse, et masque des tensions, des conflits. Chacun estime avoir droit à une date.

3.3)la guerre d'Algérie :

Elle est menée par des appelés du contingent, divisés entre partisans de l'indépendance et partisans de l'Algérie française. Quand en 1958 De Gaulle choisit la voie de l'Algérie française, se crée l'**Organisation Armée Secrète** pour mener des attentats et garder l'Algérie française. Le nom choisi n'est pas neutre il renvoie à l'armée secrète, principale unité résistante de la Seconde Guerre. Ils se positionnent donc comme résistants en reprenant un sigle symbolisant le mouvement de De Gaulle. Ils **revendiquent le souvenir de la résistance pour eux. Ils « déshéritent » de Gaulle** d'une certaine manière. Pourtant beaucoup de membres de l'OAS furent des pétainistes.

Ce conflit demeure aujourd'hui, entre des organisations qui portent des mémoires différentes. Elles se traduisent par des choix de dates commémoratives différentes (le 19 mars 1962 symbolisant l'indépendance pour les uns, les autres y voyant une honte pour la France) ; ils posent des plaques et font des commémorations différentes dans les communes : ainsi à Toulon il existe un monument de l'Algérie française (qui a été plastiqué après son inauguration puis reconstruit).

4/Les problèmes sous-tendus par les mémoires :

Aujourd'hui une injonction est faite aux historiens, le devoir de mémoire. Or l'historien a par sa fonction le devoir de se défaire de ses propres convictions et croyances.

« Et si oublier c'était bien » : par exemple la guerre de Yougoslavie en 1992 a donné lieu à de terribles massacres nourris par les mémoires concurrentes : celles-ci ont participé à la croyance d'une opposition entre des Serbes résistants pendant la Seconde Guerre mondiale et des Croates collaborateurs. Les mémoires n'ont-elles pas excité le nationalisme ? **Ne pas se souvenir dans ce cas, c'est ne pas entretenir la haine.**

Il faut en revenir à l'ouvrage fondamental de P. Nora, *les Lieux de mémoire (1984-1992)*, où il appelle à distinguer Histoire et mémoire.

-« la **mémoire** est la vie, toujours portée par des groupes vivants et à ce titre elle est un mouvement permanent, inconscient de ses déformations successives, vulnérable » (...) « la mémoire est un phénomène toujours actuel, un lien vécu avec le présent éternel », elle « installe le souvenir dans le sacré ». Elle « sourd (jaillit) d'un groupe qu'elle soude »

-« l'**Histoire** est la reconstruction toujours problématique et incomplète de ce qui n'est plus », elle repose sur « l'analyse ».

La mémoire panthéonise, l'Histoire laïcise, elle n'a pas de croyance.

La mémoire, en soudant un groupe, est l'occasion d'une communion, de la prise de conscience d'une identité. La mémoire crée une identité. Mais attention à ne pas se laisser enfermer sous une seule étiquette.

Questions/ réponses.

1) peut-on envisager d'oublier, d'arrêter de commémorer ?

Mr Guillon précise qu'il n'est pas hostile à la commémoration, car elle permet de se souvenir, de se souder, d'éviter la perte de ce sens. De ce point de vue le 8 mai en tant que victoire contre le nazisme lui paraît maintenant une commémoration plus légitime que le 11 novembre. Le danger, c'est de faire survivre des commémorations qui n'ont plus de sens.

2) L'Histoire et la mémoire peuvent-elles s'entendre et faire en sorte d'empêcher que d'aussi grands massacres ne se répètent ?

C'est la thèse défendue par Paul RICOEUR qui voulait réconcilier Histoire et mémoire. Il voulait une mémoire réconciliée, respectueuse de l'Histoire, prenant en compte le fait que l'on se souvient de choses passées. Pierre NORA mesurait déjà les dangers de l'implication de la mémoire dans l'Histoire, c'est pour cela qu'il tente de séparer les deux concepts.

3) Pourquoi existe-t-il une homogénéité des mémoires de la 1°GM contrairement à la 2°GM ?

Beaucoup d'historiens croient en l'idée d'une culture de guerre fondée sur l'acceptation de la défense nationale, l'Union sacrée contre l'agresseur allemand, l'idée d'une croyance partagée dans les valeurs de la Nation (apprise partout et depuis petit, surtout à l'Ecole). La solidarité se serait maintenue cahin caha malgré les grèves et les mutineries de 1917 jusqu'à la fin du conflit. Beaucoup de monuments aux morts font d'ailleurs référence au droit car la France se sent dans son droit et s'estime garante du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (avec en filigrane la question de l'Alsace et de la Moselle « volée » aux Français en 1870).

Cela s'explique aussi par le fait que jusque dans les années 1960 la France vit uniquement dans un cadre national. Les mémoires de la 1°GM se développent dans ce cadre national, ce qui est moins le cas pour la 2°GM. Le cadre commun mémoriel a eu tendance à disparaître dans les années 1970 et chaque groupe a de fait essayé de défendre sa mémoire de son côté (finalement on peut y voir le témoin d'un affaiblissement du nationalisme).

Les lois mémorielles reflètent et expliquent le phénomène : la loi Gayssot punit l'antisémitisme et le négationnisme (1990), ce qui induit qu'il y aurait une version « officielle » de l'Histoire et qu'on postule l'unicité du génocide des juifs. Sous la pression d'autres communautés, d'autres lois mémorielles sont votées : sur le génocide arménien, sur l'esclavage (Taubirat, 1997), sur le rôle positif de la colonisation en Afrique du Nord (2005). Cette dernière fut si controversée qu'elle fut supprimée.

4) Peut-on avoir une mémoire collective officielle ? Actuellement c'est l'idée d'une mémoire des droits de l'homme.

5) La mémoire influence-t-elle l'Histoire ?

Oui car l'historien est tributaire de son époque, de son milieu, de sa formation. Mais l'honnêteté intellectuelle constitue un rempart contre toutes les compromissions possibles.

6) La mémoire nous empêche-t-elle d'aller de l'avant, de développer de nouvelles « politiques » ?

Depuis 30 ans on note un poids croissant dans les débats du passé. Les problèmes du présent sont interprétés avec des grilles de lecture des événements passés, on aborde le présent sans regarder devant mais dans le rétroviseur.

Le problème vient sans doute des images qui donnent au passé encore plus de présence au présent. Quelle distance peut-on avoir aujourd'hui ? Il faut éduquer votre génération au décodage des images...

7) Comment définit-on l'Histoire enseignée dans les programmes scolaires ?

On enseigne des thèmes sur lesquels il existe dans la communauté historique un relatif consensus reposant sur des sources vérifiées. Sur certains terrains ce consensus n'est pas acquis et pourtant on l'enseigne déjà, ce qui est sans doute une erreur.

8) Peut-on créer une mémoire commune ?

Plutôt une version dominante

9) Peut-on se départir de son milieu ? De ses croyances ?

Mr Guillon cite ses propres recherches sur la police sous Vichy, qui ont heurté ses convictions, ses présupposés. Il a découvert que les policiers avaient, par exemple, davantage résisté que les enseignants...

Scribe : A.PAUTET